45e ANNÉE (5e SÉRIE) N° 7 16 FÉVRIER 1928

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

A. ROZIER
Docteur en théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Le centenaire de Berthelot : anticléricalisme et chimie. — II. L'aventure du *Prayer book*. — III. M. Albert Bayet, l'Eglise et les sorciers. — IV. Où en est le darwinisme ? — V. Le problème de la natalité en Allemagne. — VI. Comment on fait un Docteur de l'Eglise.

I

Parmi les aberrations que nous devons au mal contemporain du fétichisme « scientiste, » il n'en est peut-être pas de plus étrange et, à certain point de vue, de plus dangereuse que ce singulier privilège dont jouissent dans l'opinion publique les hommes de science, d'être à ce point sacrés « tabous, » que toutes les tares et traits secondaires de leur personnalité disparaissent aux yeux de la foule dans l'éclat de leur auréole de savants.

Les curiosités indiscrètes de l'histoire ne s'arrêtent pas devant la majesté des grands génies de la politique, de la littérature, des beaux-arts : elles ne nous laissent rien ignorer de la vie privée, vertueuse ou défaillante, d'un Louis XIV ou d'un Napoléon, d'un Lamartine ou d'un Victor Hugo, d'un Léonard de Vinci ou d'un Beethoven. Pourquoi le silence et l'ombre épaisse où l'on cache les à-côtés de la personnalité d'un Pasteur, d'un Claude Bernard, d'un Berthelot, pour ne prendre que ceux-là comme exemples parmi tant d'autres? Pour être des savants hors ligne, sont-ils donc moins hommes que les autres, et nous faut-il, parce qu'ils sont gens de science, les envelopper plus que les autres, de pied en cap, dans une admiration scientifique exclusive et sans réserve ?

On a glorifié Pasteur, le génial microbiologiste. C'est très bien. Mais, les organisateurs officiels de son apothéose se sont bien gardés de mettre en relief sa foi catholique. Cela, dit-on, n'a rien à voir avec la science. Avec la science, non, c'est vrai ; mais cela a quelque chose à voir avec l'homme de science que l'on propose au culte de la foule. La science est une abstraction, ou plutôt, dans un savant, elle n'est qu'une des faces de sa vie, la plus belle si l'on veut. Mais enfin l'homme est un « bloc, » et, quand on le hisse sur un piédestal, ce n'est pas à sa science seulement qu'on élève une statue, c'est l'homme tout entier que l'on glorifie, c'est sa personne intégrale que, naturellement, l'on impose à la vénération et à la mémoire de la postérité.

A supposer que sa foi catholique n'ait en rien servi, même indirectement, chez Pasteur, la cause de la science, il reste que ce « détail » de sa vie avait la valeur d'un argument apologétique, d'utilité publique pour le peuple, en réponse aux « scientistes » attardés qui s'obstinent encore à affirmer l'incompatibilité, dans un même esprit, de la science et de la foi. C'est, d'ailleurs, sans doute, pour éviter de rendre à la religion catholique cet hommage gênant que le monde officiel a pris soin de le passer sous silence.

Même note dithyrambique sans réserve dans les éloges pompeux qu'on a fait de Claude Bernard. On a loué, comme elle le méritait, son œuvre de « déterminisme physiologique, » avec d'autant plus d'entrain qu'on avait affaire ici, non pas à un catholique, mais à un positiviste, relevant de l'école d'Auguste Comte. Mais, qui s'est avisé de mettre en doute la pleine originalité de l'œuvre de Cl. Bernard, et d'y montrer la large part qui revient à son maître Magendie, auquel il l'a, en somme, fidèlement empruntée ? Qui surtout a été tenté d'éclairer d'une lumière vraie la physionomie de Cl. Bernard, en y projetant les ombres du doute dont il a été toute sa vie intérieurement tourmenté, et qui fut peut-être l'angoisse dont il faisait confidence au P. Didon, l'avant-veille de sa mort : « Mon Père, j'ai beaucoup souffert dans ma vie, physiquement et moralement ! » On sait, en effet, l'hésitation de sa pensée sur le problème des origines de la vie. Tiraillé entre un fond de bon sens philosophique et les influences nettement matérialistes de son maître Magendie et de son ami Berthelot, il laissa, comme malgré lui, échapper l'aveu d'une « idée » à priori directrice « qui préside à l'organisation de la vie, et qui n'appartient ni à la physique ni à la chimie, ni à rien autre chose, » et « qu'un domaine existe où la science n'a que faire, dont l'accès lui sera toujours interdit. » Mais, à peine a-t-il lâché le gros mot de « force vitale, » qu'il s'empresse, pour se le faire pardonner, de lui chercher une définition qui ne définit rien, et de le camoufler sous l'étiquette de « force organotrophique ou nutritive. » Aussi a-t-il été, même chez ses amis, tantôt blâmé et tantôt applaudi, suivant celle de ses attitudes contradictoires qu'on voulait considérer.

Au demeurant, à y regarder de près, Claude Bernard, malgré tout ce qu'il a mis d'originalité

dans sa méthode, n'a fait que préciser, adapter à la biologie, codifier à l'usage des savants, ce qu'Auguste Comte avait déjà dit. Il n'a pas fait œuvre créatrice. N'empêche qu'on l'a quand même proclamé créateur du déterminisme biologique et promu au grade de Pontife du positivisme scientifique, disons tout court, du matérialisme contemporain.

Passe encore, jusqu'à un certain point, qu'on jette le voile, dans la vie de nos grands hommes de science, et même de nos grands hommes quelconques, sur telles circonstances de leur vie privée, ou d'ordre secondaire, qui n'atteignent pas substantiellement la gloire que mérite, globalement pour ainsi dire, leur personnalité. C'est plutôt à la fois charité et prudence sociale bien entendue, à la manière des fils de Noé, que de dissimuler aux yeux du peuple ces détails qui ne pourraient que diminuer, sans compensation d'aucune sorte, sa juste et confiante vénération pour les grands bienfaiteurs de l'humanité.

Oui, mais il en va tout autrement, quand le génie est à double détente, quand il a deux faces, quand il est à la fois, et publiquement, bienfaisant et malfaisant. Sa glorification, alors, si elle est sans réserve, devient pure équivoque, puisqu'elle risque d'englober dans l'hommage d'un même culte le bien et le mal, l'erreur et la vérité. Et ceci nous amène à Berthelot.

On vient de célébrer avec fracas son centenaire. Discours enthousiastes partout, de l'école primaire jusqu'à la Sorbonne et au Collège de France, conférences, panégyriques, congrès, banquets, musique, fondation d'une Maison internationale de la chimie, etc., etc. Rien n'y a manqué... rien ! sinon cette vérité, qui avait le droit de figurer en bonne place dans l'apothéose devant l'opinion publique, à savoir, que ce grand bienfaiteur chimique a été aussi, moralement, un grand malfaiteur de l'humanité.

Allons-nous donc, à l'*Ami*, nous donner le ridicule de trouver déplacées ces manifestations du centenaire, et de contester les bons motifs qu'on a eus, dans le monde entier, de le célébrer avec tant d'éclat ? Dieu nous en garde ! Nous ne sommes pas si simples, ni si ignorants de l'histoire scientifique contemporaine, ni si dédaigneux des richesses intellectuelles de notre patrimoine national. L'auteur de ces lignes a connu Berthelot et l'a approché de près ; il veut même se permettre d'avouer qu'il a assez fréquenté la chimie pour apprécier à leur valeur les géniales découvertes de la *Synthèse chimique*, de la *Thermochimie*, et les trésors de révélations que récelait dans ses flancs la « bombe calorimétrique. » Non, l'on ne dira jamais assez haut les services rendus par Berthelot, dans le domaine de la chimie organique et de ses innombrables applications industrielles. Bien loin de vouloir introduire une note discordante dans la symphonie d'éloges qui vient de saluer cette illustre mémoire, nous sommes heureux, nous prêtres, de nous y associer de grand cœur et de proclamer notre fierté de compter un pareil homme parmi nos gloires nationales.

Mais, est-ce notre faute, si Berthelot a été, comme homme public, non seulement chimiste mais philosophe et politicien, matérialiste et anticlérical farouche ? Et, si dans l'ordre scientifique expérimental il est de tout point admirable, pouvons-nous oublier le mal énorme qu'il a fait à la génération des étudiants de son temps, et même du nôtre, par l'étalage, nullement dissimulé, de ses convictions matérialistes et antireligieuses ?

Si ce n'avait été là chez lui que des idées « privées, » comme on en rencontre chez beaucoup d'autres savants de son espèce, on pourrait encore excuser ses panégyristes officiels de les avoir discrètement passées sous silence. Mais non ! C'est très ouvertement et très publiquement, et nous l'allons montrer, que Berthelot a pensé, écrit, parlé et vécu en athée positiviste et ennemi de la religion. Qu'on ait crû devoir, sur ce point-là, s'abstenir d'approuver ou de blâmer, pour ne point troubler, par l'âpreté inévitable d'une controverse de ce genre, « l'union sacrée » de l'apothéose mondiale, cela peut encore s'admettre. Mais, tout au moins, puisque c'est un point d'histoire de la vie publique de Berthelot, tout au moins devait-on, à titre de sincérité, y faire une allusion de réserve, qui eût évité l'équivoque du « tout à la gloire. » Or, les discoureurs ont gardé le silence, et aussi les articles de revues et de journaux publiés à l'occasion du centenaire. Cette réserve, nous avons, nous, plus que le droit, l'impérieux devoir de la formuler ici, pour soulager la conscience publique chrétienne outragée par l'un des plus impies représentants de la science contemporaine.

Qu'on ne s'imagine pas Berthelot égaré par dilettantisme dans la philosophie, comme Ingres dans la musique... A dix-huit ans il remportait le prix d'honneur de philosophie au Concours général. Une forte culture classique semblait devoir orienter sa laborieuse intelligence dans le domaine des lettres, où les plus brillants succès lui étaient d'avance assurés, quand des circonstances imprévues l'amenèrent à s'adonner à l'étude des sciences, et, en particulier, de la chimie. On sait comment il y a réussi. Chimiste, donc, il fut toute sa vie ; mais cette vocation nouvelle, tardivement superposée à la première, n'éteignit jamais le feu sacré de la première heure. Philosophe il était par tempérament ; philosophe il resta toujours, et âprement, au milieu de ses travaux de laboratoire, et c'est sans doute son goût pour les spéculations d'idées qui l'entraîna à partager ses préoccupations entre la chimie, son labeur professionnel, la philosophie, l'histoire et la politique.

Berthelot a beaucoup plus parlé et vécu sa fausse philosophie, sa passion antireligieuse, qu'il ne l'a développée « ex professo » dans ses œuvres imprimées, en grande majorité consacrées à ses études d'ordre scientifique ; ce qui ne l'a pas empêché de donner une vaste publicité à sa pensée philosophique, en maintes déclarations très nettes,

disséminées, au hasard des circonstances, dans ses innombrables articles de revues et de journaux. Car, s'il n'a pas été, sous ce rapport-là, au sens militant et agressif du mot, le sectaire qui provoque de propos délibéré, à temps et à contretemps, l'expectoration de sa bile, il n'a laissé échapper aucune des occasions qui se sont présentées à lui, d'affirmer publiquement sa doctrine matérialiste avec toutes ses conséquences pratiques, morales et religieuses.

Nous avons mieux, cependant que ses conversations et des allusions éparses dans la presse, pour apprécier le rôle philosophique qu'il s'est donné à tâche de jouer en son temps. Déjà, dans un volume intitulé *Science et philosophie*, il étale, en un style passionné et choquant, toute sa théorie positiviste de la connaissance. Nous y reviendrons tout à l'heure. Mais, c'est surtout à l'occasion de son duel fameux avec Brunetière — duel philosophique s'entend — qu'il a donné publiquement dans la presse la pleine expression de sa pensée matérialiste sur la science, la morale, la religion et le progrès.

Ceux d'entre nous qui ont aujourd'hui les cheveux blancs se souviennent du retentissant coup de tonnerre que fut, dans le monde scientifique, l'article, à jamais fameux, publié par la *Revue des Deux Mondes* (1er janvier 1895) sous le titre *Après une visite au Vatican*. Son auteur, Brunetière, déjà fort engagé sur le chemin de la conversion à la foi catholique, y proclamait, en conclusion d'une argumentation serrée et solide, *la banqueroute de la science*. Précis et sévère comme un compte d'administration financière, le bilan qu'il y dressait, de la situation scientifique et morale du XIXe siècle agonisant, accusait un déficit effrayant, un vide profond dans l'intelligence publique, causé par les folles dépenses de la critique antireligieuse contemporaine. Loyalement il proclamait le résultat de son enquête, et dénonçait à la société le péril d'une catastrophe imminente : conclusion bien connue déjà des penseurs catholiques, mais, tout de même, révélation assez inattendue sous la plume d'un tel homme et de la part d'un tel monde.

Sans nier que « la science » eût donné beaucoup, il lui reprochait de n'avoir pas tenu tout ce qu'elle avait promis, là surtout, où il importait le plus qu'elle ne promît pas sans être assurée de tenir. Ses promesses étaient désormais démontrées vaines. A cette constatation Brunetière en joignait une autre : la nécessité de revenir à la morale religieuse, et, parmi les morales religieuses, à la seule morale catholique.

Dans le monde de la science le cri d'alarme éclata violemment comme un cri de guerre. L'audacieux qui avait osé porter la main sur l'arche sacrosainte était de forte taille, le coup était savant, vigoureux, mortel peut-être. Les généraux du camp adverse devaient donner ; ils ont donné.

Deux ripostes assez vives ont immédiatement paru : l'une de M. Ch. Richet, l'autre de Berthelot. Celle-ci seule nous intéresse [1]. C'est la plus nette et la plus définitive déclaration de principes qui ait été écrite, au nom de la science, contre la foi. Le lecteur peut-être nous saura gré de le mettre à même d'apprécier à sa juste valeur la plus redoutable machine de guerre qu'ait inventée le XIXe siècle pour battre en brèche et démolir notre *Credo*.

Voici d'abord la théorie générale de la connaissance, amplement développée déjà dans *Science et Philosophie* :

> La connaissance humaine est de deux sortes : la *connaissance positive* (scientifique), qui est la base solide de toute application, dans le domaine matériel comme dans le domaine moral ; et la connaissance *idéale*, qui comprend nos espérances prochaines, nos imaginations, nos probabilités lointaines. La pure constatation des faits ne suffit pas à l'esprit humain. Entraîné par une tendance invincible, il s'appuie sur les faits et s'élève au-dessus d'eux pour construire des représentations, des symboles, à l'aide desquels il rassemble ses connaissances dans un système coordonné d'hypothèses. Chacun finit par se construire ainsi son système du monde. C'est un échafaudage dont la solidité, c'est-à-dire la certitude, ou plutôt la probabilité, diminue à mesure qu'on monte plus haut.

Vous avez bien lu : il n'y a de réel et de certain que le fait matériel qui tombe sous les sens. Billevesées, donc, contes en l'air et songes creux, Dieu, la spiritualité de l'âme, sa liberté, son immortalité, inventions de rêveurs éveillés, les religions, leurs dogmes, leur morale. « Hors la matière, point de réalité. » Comment prouve-t-on cela, direz-vous ? On ne songe même pas à le prouver. C'est un « postulatum », et un postulatum ne se démontre pas.

Savourez maintenant ce joli parallèle de la science et de la théologie.

> Il existe une opposition profonde entre la méthode scientifique et la méthode théologique, opposition qui se manifeste à un degré plus frappant encore dans l'application de ces méthodes au gouvernement des individus et des Etats. En effet, tandis que les théologiens, dupes de leurs illusions et de leur orgueil, érigent leurs systèmes sur les origines et les fins des choses en principes absolus et invariables, révélés par la divinité dont ils se déclarent à priori les organes, tandis qu'ils prétendent les imposer par la force, comm les règles éternelles de la vie privée et sociale, les savants, plus modestes, se bornent à tracer des règles actuelles à la conduite pratique de la vie, règles toujours provisoires, modifiables de jour en jour par l'évolution des siècles futurs. La science, pourtant, ne refuse pas d'examiner les problèmes des fins et des origines ; mais elle tend d'un long effort vers leurs solutions obscures, en s'appuyant sur des généralisations progressives, qui deviennent de plus en plus douteuses à mesure qu'elles s'appliquent à des phénomènes et à des lois plus multiples et plus éloignées de nos perceptions immédiates.

En style moins alambiqué, tout cela veut dire, en fin de compte, que la méthode des savants est certaine, lumineuse, efficace et féconde en découvertes, tandis que la méthode des croyants est pur « mysticisme », dépourvue, dès son point de départ, de toute base de certitude, mysticisme qui

[1] Dans *Revue de Paris*, 1 févr. 1895.

tend à immobiliser l'intelligence humaine dans l'irrémédiable obscurité des fantasmagories subjectives du monde idéal, du monde des rêves.

Arrivons maintenant à la morale. Les hommes, tels que les voit Berthelot, sont entraînés par une tendance invincible à la manie des « constructions idéales. » A peine ont-ils saisi un fait naturel, que leur imagination s'en empare, le grossit, le dévie, le transforme : et voilà, bâti sur le vide du néant, tout un système de théories, de dogmes, de châteaux en Espagne... Arrive un politicien plus avisé et plus puissant ; il impose « même par le fer et le feu » ses formules à la foule ignorante, toujours prête à la servitude. Au besoin, il les donne comme venues d'en haut ; il en tire des lois, des préceptes de conduite, sanctionnés par des pénalités de son choix ; voilà comment s'invente et se lance dans le gros public un système de morale religieuse.

Tout au contraire, la morale scientifique, comme en hygiène et en industrie, ne trace que des règles provisoires pour la conduite de la vie. Elle consiste dans notre humble soumission aux lois nécessaires du monde.

Les instincts sociaux, les sentiments et les devoirs sont inhérents à la constitution cérébrale et physiologique de l'homme, constitution semblable à celle des animaux, quoique d'ordre supérieur. Le perfectionnement héréditaire de ces instincts est la base véritable de la morale et le point de départ de l'organisation des sociétés civilisées.

La morale moderne, la morale des honnêtes gens, ne relève d'aucun système absolu... Elle est plus ou moins haute suivant les intelligences, mais, en définitive, elle répond aujourd'hui à l'état des connaissances, c'est-à-dire de la science, inégalement avancée suivant les temps, les lieux et les personnes. Par là-même, elle ne saurait demeurer immobile dans aucun Décalogue. Elle se modifie peu à peu avec les découvertes continuelles des sciences physiologiques, psychologiques et sociologiques. A mesure que nous verrons grandir la force de la morale nouvelle, les institutions, comme les individus, seront pénétrées par le sentiment de plus en plus intense de la solidarité née des instincts fondamentaux de la race humaine. On suivra désormais des règles de conduite basées sur l'utilité sociale, issues des lois inéluctables constatées par l'observation, et dont la méconnaissance conduit les peuples comme les individus à leur ruine.

En français clair : la morale scientifique ne s'appuie sur aucun principe absolu, l'absolu étant de l'idéal, un pur produit de notre esprit. Elle est essentiellement relative : le vice d'hier sera peut-être la vertu de demain. Loin d'être un mal, cette mobilité perpétuelle est la loi suprême du perfectionnement de l'espèce humaine; ses vrais ennemis ont été les tyrans du temps passé et tous ceux qui prétendent, pour leur profit et la satisfaction de leur manie dominatrice, enserrer la pensée et la conduite morale de l'homme dans des « moules » dont ils ont eux-mêmes, à l'avance, déterminé à leur goût la forme et la capacité. La science a brisé ces moules de servitude. Sur la voie, désormais libre, du progrès nous marchons à grands pas vers « l'organisation scientifique et rationnelle de l'humanité » !

Morale variable, au gré des nouveautés et palinodies de « la science » !... Il faut plaindre les académiciens des âges futurs, si l'évolution ne leur a pas fait perdre auparavant leur habitude « vieux jeu » de célébrer la vertueuse mémoire de M. de Montyon. La transformation d'ailleurs n'ira pas vite, à en juger par le passé. Le vieux Caton professait déjà les idées de Berthelot sur la vertu et la morale. Berthelot ne nous semble pas en progrès. Caton, sans chimie, était plus avancé vraiment, connaissait mieux le fond de son « impératif catégorique, » pensait clair et parlait net.

Brunetière n'avait pas tort de donner à entendre que la « morale nouvelle » sera fort goûtée des communistes et anarchistes de tout poil, gens qui poussent fortement à « l'organisation scientifique » de la société, et qui trouveraient étrange certainement que Berthelot voulût les empêcher de briser les vieux moules des dogmes bourgeois, et tout d'abord, bien entendu, celui de la propriété.

Mais c'est surtout à propos de religion que Berthelot, comme tous les « scientistes » de son acabit, perd son sang-froid et déraisonne grossièrement. Sur ce terrain-là, l'argument devient une injure, l'objection un cri de haine, qui se traduit parfois en une littérature digne de la *Lanterne* de ce temps-là. La religion a cela de particulier que, si théoriquement on la tient pour vraie, il est logiquement impossible d'échapper aux conséquences et règles d'ordre pratique qu'elle entraîne. De là le gros intérêt personnel qu'il y a à la trouver fausse, à repousser passionnément, violemment au besoin, le cauchemar du doute que, malgré tout, elle impose à l'homme de bon sens et de conscience droite. Et voyez la différence : alors que l'honnête Quatrefages *(Unité de l'espèce humaine)*, après enquête approfondie sur les évolutions de l'espèce humaine pour tous les temps et dans tous les pays, proclamait, *au nom de la science*, que l'homme est un *animal religieux*, et voyait dans ce mot « *religieux* » la note constitutionnelle caractéristique qui nous distingue spécifiquement de la brute, le sectaire Berthelot proclamait, lui aussi *au nom de la science*, que la religion est pour l'être humain tout ce qu'il y a de plus contraire à sa nature, une excroissance parasite, un cancer, un obstacle à la marche de l'humanité dans la voie de progrès.

Les religions anciennes personnifiaient les forces de la nature. Les dogmes du christianisme, le Verbe, la Trinité ont été empruntés aux Alexandrins. Poussées à bout, les religions finissent toujours par faire appel à la révélation, c'est-à-dire à l'inconnaissable.

Laissons aux mystiques leurs rêves ; ne les troublons pas dans les fantaisies individuelles ou collectives de leur imagination ; mais ne souffrons pas que leur intolérance nous impose ces rêves comme règle de l'activité sociale.

Les religions n'ont été inventées que pour servir le besoin de domination des sacerdoces.

Nous autres savants, sommes les véritables amis du peuple, parce que nous sommes, par conviction et par éducation, les esclaves de la loi scientifique, qui est en train de changer le monde. Notre but est d'affranchir le peuple des servitudes séculaires de l'ignorance et de la superstition, de former des générations

nouvelles imbues de l'esprit moderne, oublieuses des vieux préjugés du trône et de l'autel, et armées pour soutenir les luttes de la vie par la science et par la liberté. La science réclame aujourd'hui à la fois la direction matérielle, la direction intellectuelle et la direction morale des sociétés. Car c'est la science qui animera les temps bénis de l'égalité et de la fraternité de tous devant la sainte loi du travail.

Voilà le *scientisme* formulé par l'un de ses plus célèbres pontifes du XIX^e^ siècle ! A vrai dire, Berthelot n'en est pas le premier inventeur, ni l'unique propagateur, encore que sa haute valeur scientifique lui ait donné un relief plus accentué parmi les coryphées de la science matérialiste et impie, qui ont rempli la seconde moitié du XIX^e^ siècle de leurs clameurs haineuses contre la doctrine et la morale de l'Eglise.

Renan avait déjà tracé dans son *Avenir de la Science* le programme de l'assaut « scientifique » sous lequel devaient succomber toutes les forces spiritualistes et théocratiques du temps passé, avec la perspective de l'idéal de civilisation que le progrès, « scientifique toujours, » ne manquerait pas d'édifier sur leurs ruines.

L'on sait que Renan et Berthelot s'étaient de bonne heure rencontrés et liés d'une étroite amitié, et que, si Berthelot a pu communiquer le trop plein de sa science à Renan, il a reçu par contre de ce maître ès-philosophie antireligieuse des leçons dont il a largement profité ; trop même, car à mesure qu'ils avançaient en âge, les deux amis ne s'entendaient plus si bien, ne parlaient plus tout à fait le même langage. Renan devenu vieux disait : « Ma philosophie à moi, c'est à peu près ce que d'autres appellent littérature » ; et encore : « Le doute est si beau que je prie Dieu de ne jamais m'en délivrer, car je serais moins beau. » Tombé dans le nirvâna d'un scepticisme universel, il n'aurait pas écrit alors certaines pages de l'*Avenir de la Science*, tranchantes d'affirmation et de négation, qui ne cadraient plus avec la molle quiétude du « que sais-je » où il voulait endormir sa vieillesse. Transposée en mode mineur, sa musique chantait alors :

Malheur à qui passe indifférent auprès de ces masures vénérables (les églises) à l'ombre desquelles l'humanité s'est si longtemps abritée, où tant de belles âmes trouvent encore des consolations et des terreurs ! Lors même que le toit serait percé à jour et que l'eau du ciel viendrait mouiller la face du croyant agenouillé, la science aimerait à étudier ces ruines, à décrire les statuettes qui les ornent, à soulever les vitraux qui n'y laissent entrer qu'un demi-jour mystérieux, pour y introduire le plein soleil et y étudier à loisir ces admirables pétrifications de la pensée humaine.

Pendant ce temps-là Berthelot, tout occupé à maudire « le joug oppresseur de la théocratie, de la monarchie et de la féodalité, » continuait son âpre campagne « scientiste » antireligieuse, en quoi, s'il était blâmé, « lâché » par Renan, il était soutenu par sa sœur, la fameuse Henriette, qui lui écrivait, en réponse à son regret de ce qui était, en définitive, une rupture : « Vous et moi, monsieur, nous cherchons en lui quelqu'un qui n'est plus, l'ami dont nous étions la première pensée, les premiers confidents, et dans l'âme duquel nous étions accoutumés de lire sans témoin ni interprète. Vous et moi, nous sommes restés les mêmes, tandis qu'il s'est complètement métamorphosé, et nous cherchons à saisir en lui ce qui n'est plus qu'un fantôme et un souvenir. »

Par cette évocation des derniers rapports de Renan avec Berthelot, nous n'entendons pas du tout les mettre tous les deux sur le même pied, ni établir entre eux le moindre parallèle de comparaison. Il est trop évident que Renan a fait à son temps, et au nôtre, infiniment plus de mal que Berthelot, homme de labeur et de notoriété surtout scientifiques, chez qui la passion antireligieuse, quoique bien connue de ses contemporains, n'a cependant figuré qu'au second plan de ses préoccupations et de sa vie publique. Nous voulions seulement montrer dans ce contraste final, et par opposition au scepticisme lassé de Renan, la combativité persistante dont a fait preuve Berthelot jusqu'à sa dernière heure, dans sa haine violente du spiritualisme et de l'Eglise.

Et voilà l'homme qu'on vient de glorifier solennellement devant la foule, sans aucune réserve, comme un grand bienfaiteur de l'humanité !

D'aucuns ont pensé qu'il fallait s'applaudir plutôt que s'attrister du silence gardé par les panégyristes de Berthelot sur ce très vilain côté de sa physionomie publique. Souci d'union sacrée et de concorde pacifique, a-t-on dit. A quoi bon réveiller l'écho assoupi des querelles du « scientisme » anticlérical de la fin de l'empire et des débuts de la III^e^ République ? Et pourquoi ne pas accorder à la mémoire de Berthelot, comme à celle de Pasteur, le bénéfice d'une neutralité philosophique qui permette à tous les partis de s'accorder dans la célébration de leur gloire purement scientifique ?

L'observation est juste, et très volontiers, ou à peu près, nous sommes disposés à y souscrire. La mode, présentement, n'est plus au matérialisme soi-disant scientifique. Dans l'élite du monde cultivé il a cessé d'être de bon ton de chanter l'hymne au progrès avec accompagnement de grosse caisse antireligieuse. C'est une des conséquences de la banqueroute du « scientisme » dénoncée par Brunetière en 1895, conséquence aussi, et plus encore peut-être, du bouleversement d'idées qu'a causé dans le monde entier la Grande Guerre.

Nos hommes de science actuels ne sont pas pour autant convertis au spiritualisme, à la foi catholique encore moins ; cependant ils se taisent là où jadis ils parlaient beaucoup trop. Tant mieux ! C'est autant de gagné... négativement. Mais, s'ils n'avaient pas à faire honneur à Berthelot de sa détestable philosophie, de son anticléricalisme aigu, ils pouvaient et devaient, en historiens sincères, le signaler, sinon pour l'approuver ou le combattre, tout au moins pour le mentionner comme un trait qui fait partie intégrante de sa physionomie d'homme public, faute de quoi elle reste nécessairement incomplète et faussée.

Bienfaiteur « chimique » de l'humanité, Berthelot, nous le voulons bien. Mais tout spiritualiste, tout catholique quelconque a le devoir de ne pas oublier le mal qu'ont fait à l'humanité ses idées matérialistes, et donc le devoir de protester contre l'équivoque d'un silence qui risque d'englober dans la même glorification le bien et le mal, la vérité et l'erreur.

II

La Chambre des Communes, à Londres, vient de refuser d'approuver les modifications proposées par l'épiscopat anglican au *Prayer book* (livre de prières) : d'où, en Angleterre, une émotion intense, qui ne paraît pas près de s'apaiser, et qui aura certainement des conséquences de la plus haute gravité. Ce fait, qui est pour nos voisins d'Outre-Manche un événement, a passé presque inaperçu chez nous : à peine la presse française, assez indifférente aux questions d'ordre religieux, lui a-t-elle fait écho, par ci par là, dans quelques sobres entrefilets, comme à un fait divers sans importance. Nous avons, nous catholiques, de bonnes raisons d'accorder une plus sérieuse attention aux circonstances de cette manifestation religieuse du Parlement britannique. Pour en bien saisir la portée et l'intérêt, il convient d'abord de se rappeler quelques données historiques sur l'Eglise anglicane et son fameux *Prayer book*.

Qu'est-ce au juste que l'*Eglise anglicane*? Ceux-là même qui l'ont le plus minutieusement étudiée se montrent fort embarrassés pour le dire. Y a-t-il jamais eu UNE *Eglise anglicane*, même à l'heure actuelle ? Un anglicanisme religieux, oui, pour autant que l'on voudrait comprendre sous cette appellation les tendances, fort disparates entre elles, qui, après avoir multiplié les sectes religieuses « dissidentes » en Angleterre, ne les ont guère réunies que dans une pensée : la haine de la papauté. De tout temps l'unique cri universel de ralliement a été *No popery !* traduction littérale : Pas de papauté ; traduction libre, mais exacte : *A bas le Pape !*

De nombreuses Eglises, et rivales, ont donc germé, à partir du XVIe siècle, sur le sol anglais, où elles continuent à végéter et à se combattre encore aujourd'hui : aucune ne peut historiquement se flatter d'avoir été ou d'être, au sens propre et plein du mot, *l'Eglise* d'Angleterre. Et si la fraction religieuse, dite Eglise anglicane, a eu le privilège d'être Eglise officielle d'Etat, il s'en faut qu'elle ait été et soit l'Eglise universelle du peuple anglais, tout comme il s'en faut qu'elle réalise en elle-même, parmi sa hiérarchie et ses fidèles, l'unité de doctrine et de rites qu'on doit attendre de la corporation religieuse qui se présente comme « une Eglise, » mieux que cela, comme la « seule Eglise vraie. » Mais, puisque l'usage a consacré l'emploi du terme « anglican » pour désigner l'Eglise officielle d'Angleterre, on peut sans inconvénient l'adopter dans son sens historique, à la condition toutefois de n'en pas faire un synonyme exact d' « anglais. »

La rupture d'Henri VIII avec le Saint-Siège n'a été, dans la pensée de ses contemporains, qu'un schisme, le roi et son peuple restant attachés, pour tout le reste, à l'Eglise catholique. Mais, de bonne heure, des infiltrations protestantes se produisirent dans le royaume, et après Henri VIII, surtout grâce au prosélytisme de Cranmer, la vieille foi catholique en Angleterre perdit rapidement du terrain devant l'invasion du protestantisme. Ce ne fut pas, cependant, sans lutte et protestations de sa part : de là, dans l'Eglise anglicane, dès son aurore, deux courants contraires qui n'ont jamais cessé de la diviser, l'un, dans le sens catholique, c'est-à-dire tendant à conserver le plus possible des dogmes et traditions du catholicisme ; l'autre, dans le sens protestant, tendant à entraîner la nouvelle Eglise dans le sillage de la Réforme luthérienne et calviniste. C'est en raccourci toute l'histoire de l'Eglise anglicane. Comme elle est pour nous présentement seule en cause, nous ne disons rien de toutes les sectes dissidentes qui ont germé autour d'elle, soit sous la prédominance de l'influence protestante, soit, comme dans le mouvement contemporain dit « d'Oxford, » par tendance accentuée à se rapprocher du catholicisme romain.

Toute Eglise, évidemment, se doit d'avoir une doctrine et des pratiques cultuelles, *un* symbole et *une* liturgie. Or, c'est à quoi l'Eglise anglicane n'a jamais pu réussir. Et cela se comprend. Tiraillée violemment, du haut en bas de sa hiérarchie civile et religieuse, dans les deux sens opposés que nous venons de dire, il lui était impossible à priori de fixer dans une formule « ne varietur » la dose d'un mélange d'idées catholiques et protestantes susceptible de donner une satisfaction de tout repos aux deux partis âprement opposés dont elle était constituée. Les rois et leurs conseils, les évêques, les théologiens, ont cherché par tous les moyens à stabiliser cet équilibre ; peine perdue ! Par nature il était instable ; il l'est resté ; il l'est encore, et le sera toujours.

Faute de mieux, la tentative de l'Eglise anglicane pour donner au peuple une règle de foi et de prière, a péniblement abouti aux deux formulaires qui sont comme sa double charte constitutionnelle : le symbole des *39 articles* et le *Prayer book*. Celui-ci a été publié le premier en 1549 sous Edouard VI, l'autre en 1553 sous le règne d'Elisabeth. Des fameux *39 articles* ce n'est pas l'heure de disserter. Disons seulement qu'ils ont été rédigés à travers mille difficultés, qu'ils reflètent les passions du moment et que, s'ils conservent encore quelques vestiges de la foi catholique, l'inspiration de la Réforme y prédomine, surtout en ce qui concerne les sacrements et particulièrement l'Eucharistie.

Le *Prayer book* était, dans la pensée de ses auteurs, un petit manuel pratique de prières et de chants pieux destiné à alimenter la foi du peuple

et à régler les points essentiels de la nouvelle liturgie.

Ce fameux petit livre populaire est, si l'on peut dire, un « consommé » de l'histoire de l'Eglise anglicane. A comparer ses différentes éditions, on suit, comme pas à pas, dans les modifications qu'il a subies, les variations d'état d'âme où se traduit la perpétuelle et instable anxiété de la mentalité anglicane. Tantôt on y fait des corrections qui le rapprochent du sens catholique, et tantôt on y introduit des nouveautés qui en accentuent l'inspiration nettement protestante. D'ordinaire l'épiscopat anglican est consulté, pas toujours ; mais, dans tous les cas, c'est l'autorité royale qui apprend au peuple ce qu'il doit croire et comment il doit prier, puisque, depuis le schisme d'Henri VIII, le roi est proclamé en Angleterre chef suprême de la religion.

Or, il a bien vieilli, le *Prayer book*, depuis sa dernière mise au point ! Bien des choses ont changé depuis cent ans. Si puissant que soit chez un Anglais le respect de la tradition et des usages reçus, il n'a pas su entièrement se défendre de l'ébranlement produit dans le monde entier par le libéralisme critique du XIXe siècle.

Tout comme dans le monde protestant, nombre d'anglais cultivés ne sont plus « anglicans » que de nom. Les sectes indépendantes de l'*Eglise établie* foisonnent plus que jamais, et ne se gênent plus pour battre en brèche la religion officielle de l'Etat. Celle-ci, d'ailleurs, a reçu d'Oxford, de la part d'une élite intellectuelle hors ligne (Pusey, Newman...) de terribles coups auxquels elle n'a su répondre, dont en tout cas elle ne s'est pas relevée. Elle voit avec mélancolie ses clients de plus en plus l'abandonner. Elle constate, d'ailleurs, avec angoisse, que le troupeau resté fidèle — et c'est encore la majorité du peuple — devient difficile à gouverner : il discute, il n'obéit pas, il se divise et compromet chaque jour davantage la nécessaire unité de cohésion des fidèles avec la hiérarchie de leurs pasteurs.

Et voilà que des fissures se révèlent dans l'épiscopat lui-même dont certains membres se permettent d'avoir, à l'occasion, en matière religieuse, des opinions et des attitudes nullement concordantes. Des craquements inquiétants se font entendre dans l'édifice, non pas qu'il menace ruine, mais peut-être a-t-il besoin de quelques réparations...

Ainsi pensent les évêques anglicans les plus avisés, ceux qui savent écouter, comprendre et prévoir, ceux aussi qui sont d'esprit assez élevé et sincère pour s'avouer que les origines de leur Eglise ne sont pas belles, et qu'il va devenir de plus en plus difficile de les justifier devant l'impitoyable esprit critique moderne, surtout en présence du spectacle que donne au monde l'Eglise catholique avec son unité invariable de foi et de gouvernement, avec la solidité de sa tradition vingt fois séculaire.

L'Eglise anglicane sent le besoin de rallier ses troupes et de rafraîchir sa constitution, non pas certes en la modernisant — moderne et moderniste, elle l'est déjà, et beaucoup trop — mais tout au contraire, en lui infusant quelques gouttes de vieux sang apostolique, en lui donnant une légère couche de ce vernis d'antiquité chrétienne évangélique qu'elle est bien obligée de reconnaître et d'admirer chez nous, et qui si déplorablement lui fait défaut. Et voici où la récente affaire du *Prayer book* devient pour nous extrêmement intéressante.

Les évêques anglicans, renforcés d'éléments laïques dans leurs Assemblées, se sont donc, en ces derniers temps, concertés pour mettre au point une refonte du *Prayer book*. Ils ne l'ont, certes, en rien purgé de ce qu'il contient de poison protestant. Mais ils l'ont, au point de vue rituel, amendé, légèrement d'ailleurs, dans le sens catholique [1], ou, ce qui correspond mieux à leur pensée, dans le sens de la tradition chrétienne antérieure au schisme. Le fossé qui sépare l'Eglise anglicane de l'Eglise romaine reste tout aussi profond et infranchissable que par le passé, malgré l'apparence de ce qui peut paraître à des esprits non prévenus une tentative de conciliation, résultant de ce fait matériel, que l'anglicanisme essaie de reprendre contact avec les mêmes sources où n'a jamais cessé de s'alimenter la vie et l'Eglise catholique.

Pour avoir existence légale, le *Prayer book* ainsi remis à neuf devait être soumis au contrôle du Parlement et du roi, puisque jusqu'à présent, en vertu d'un article fondamental de sa constitution, l'Eglise anglicane reconnaît, dans l'ordre religieux, la suprematie de l'autorité civile. Présenté d'abord à la Chambre des Lords il y a été, non sans quelque peine, approuvé. Pour comprendre ce vote favorable, il faut se rappeler que les hauts prélats anglicans font partie de la haute assemblée, et qu'ils ont pu lui donner, par l'organe surtout de l'archevêque de Canterbury, pleine assurance de l'orthodoxie des réformes proposées, et aussi, avant tout, l'assurance qu'aucun rapprochement avec Rome n'était à craindre, pas plus dans la pensée des correcteurs du *Prayer book* que dans les conséquences des modifications qu'on venait d'y introduire. La haine du Pape restait intacte, intangible, comme on dirait en France ; la Chambre des Lords n'en a pas demandé davantage pour accorder son approbation.

A la Chambre des Communes les choses se sont passées tout autrement. Malgré les efforts de

[1] Nous ne voulons pas ici insister aujourd'hui sur le détail des nouveautés introduites dans l'édition revisée du *Prayer book*. L'*Ami du Clergé* aura sans doute, un jour ou l'autre, l'occasion d'y revenir. Il nous faut, cependant, signaler, parmi ces innovations, celle qui a paru la plus « romanisante », et qui a, semble-t-il, impressionné le plus vivement la Chambre des Communes : c'est la permission, accordée dans *Prayer book*, de *réserver* les éléments de la Cène, mais, afin d'administrer les malades, *et non pour une autre fin, n'importe laquelle.* Cette dernière précision restrictive n'a pas suffi pour calmer les inquiétudes des députés anglicans, qui ont vu quand même dans la « réserve eucharistique » un acheminement déguisé vers le dogme « romain » de la Présence réelle, le grand spectre horrifique que n'ont pas manqué d'agiter les adversaires du *Prayer book*, et dont la peur a grandement contribué à déterminer le vote de la majorité.

M. Baldwin lui-même, qui non seulement se fit l'avocat opiniâtre du projet, mais aussi essaya de démontrer à l'Assemblée la nécessité de redonner à tous les fidèles de l'Eglise anglicane une unité de conscience qu'ils étaient sur le point de perdre, les adversaires du projet réveillèrent au Parlement la vieille terreur du « romanisme » et ainsi firent échouer le projet. Or, il est incontestable que, malgré la décadence du sentiment religieux qu'on remarque généralement en Angleterre depuis la guerre, il n'y a aucun appel qui puisse mieux éveiller l'animosité de la farouche haine populaire que le cri d'alerte et d'alarme : *No popery!* Pas de papisme ! A bas le Pape ! Grâce surtout à l'intervention passionnée de sir William Joynson Hicks, cet appel à un sentiment qui dort mal assoupi au cœur de bien des Anglais, en dépit de la fuite du temps et de l'accalmie religieuse d'aujourd'hui, obtint le résultat voulu. Sir William parla abondamment du papisme et s'écria : « Vous allez droit au Vatican. » Obsédée, comme l'avaient été ses devancières, par cette menace, alors que les évêques n'étaient pas là pour en atténuer l'effet et défendre leur œuvre, la majorité de la Chambre des Communes estima que les modifications proposées n'étaient pas seulement inutiles pour maintenir l'ordre dans l'Eglise, mais qu'elles constituaient un réel danger pour le pays.

Là-dessus grosse émotion dans l'opinion publique et dans la presse anglaise. Les uns approuvent le vote favorable des Lords, les autres, et c'est semble-t-il le plus grand nombre, se rangent du côté des Communes, qu'ils félicitent de l'œuvre nationale de sauvetage qu'elles viennent d'accomplir : discussion et confusion sur toute la ligne, ce qui n'est pas, au dire des plus sages, pour fortifier l'unité ébranlée de l'Eglise « établie. »

L'épiscopat anglican, naturellement, se montre fort mécontent d'avoir à subir pareille humiliation. C'est la première fois peut-être qu'il se sent blessé à vif du poids lourd de l'autorité civile qui pèse sur ses épaules. Va-t-il s'incliner et obéir, comme il l'a toujours fait, servilement, jusqu'ici ? Ce n'est pas probable, s'il en faut juger par les protestations indignées de certains de ses membres, protestations qui sans doute ne manqueront pas de rallier un jour ou l'autre l'approbation solidaire de toute la hiérarchie.

Dans un sermon prêché à sa cathédrale, l'évêque de Southwark faisant allusion au vote des Communes a dit : « Toute tentative du Parlement, de fixer sa conduite à l'Eglise en matière spirituelle, doit être par nous énergiquement combattue. Nous avons été humiliés. Si la décision de la Chambre des Communes doit être considérée comme indiquant chez elle le désir d'affirmer son droit de décider de la doctrine de l'Eglise, nous ne pouvons que prendre des mesures en vue de notre séparation d'avec l'Etat dans un avenir prochain. »

Voilà qui est clair. L'Eglise anglicane en a assez de la tutelle de l'Etat. L'heure de l'émancipation va-t-elle sonner ? Un « avenir prochain » le dira. Depuis un certain temps déjà, l'idée de la Séparation était dans l'air. Cette « énormité » que l'on n'aurait autrefois jamais osé envisager comme possible, fait dans la presse et, dans les conversations populaires, l'objet de réflexions souvent sympathiques, et l'évêque de Southwark vient publiquement, comme on dit chez nous, d'attacher le grelot.

Son cri d'alarme va-t-il trouver un écho unanime chez ses collègues de l'épiscopat ? Ce n'est guère probable. Ils n'ignorent pas que l'Eglise anglicane doit le meilleur de sa vitalité à l'appui qu'elle trouve auprès de l'autorité royale, qui officiellement la protège, la défend, l'impose. Livrée à elle-même, que deviendrait-elle ? Grosse question, à laquelle il paraît difficile d'imaginer une réponse bien favorable. Nombre de ses clients ne sont attachés à « l'Eglise établie » que par le lien obligatoire de leur fonction publique ; une fois le lien rompu, lui resteront-ils fidèles ? Et combien d'autres, que tourmente l'esprit critique du siècle, saisiraient avec plaisir l'occasion de s'en évader ! Et puis, l'Eglise anglicane est puissamment riche, riche des anciens biens ecclésiastiques par elle usurpés, riche de fondations, riche de dotations royales. La perspective d'une déchéance financière, comme conséquence de la Séparation, donne à réfléchir, et beaucoup d'évêques estimeront que, si la servitude gouvernementale a ses inconvénients, elle présente aussi de gros avantages, auxquels il faudrait renoncer le jour où l'Eglise serait séparée de l'Etat. Il y aura donc des hésitations et une nouvelle occasion de discordes au sein de l'épiscopat anglais. Le mouvement séparatiste n'en est pas moins amorcé, et l'on ne voit pas de raison majeure qui pourrait l'empêcher d'aboutir avec le temps.

C'est l'affaire des Anglais, non la nôtre, de résoudre le problème, de chercher les moyens de tirer leur Eglise du mauvais pas où présentement elle se trouve. Mais, nous avons intérêt à dégager de cette aventure du *Prayer book* certains enseignements qui ne peuvent que réjouir la conscience catholique. On l'a souvent répété, la conversion globale, par masses, des Anglais à la vraie foi, est très difficile, sinon impossible, et cela surtout à cause de l'armature civile qui soutient l'édifice anglican. Il y a lieu par contre d'espérer des retours en beaucoup plus grand nombre à l'Eglise catholique, pour le jour où la Séparation aura laissé en Angleterre une marge plus grande à la liberté individuelle en matière religieuse. Condamnable en principe, quand la vraie religion est en cause, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, en toute autre hypothèse de religion fausse, est, au contraire, à notre point de vue, bonne et souhaitable, parce qu'elle enlève à l'erreur un point d'appui public qui la rend beaucoup plus malaisée à abandonner, à combattre.

Nous ne pouvons, non plus, que nous réjouir des circonstances qui ont amené la rédaction nou-

velle du *Prayer book* et son échec au Parlement. C'est le rapprochement de l'Eglise anglicane avec l'Eglise catholique qui a effrayé les députés des Communes, et c'est bien ce rapprochement, en effet, au sens ci-dessus précisé, que l'épiscopat avait en vue dans son projet de réforme. Quelque aversion qu'il professe pour l'Eglise romaine, il ne peut nous déplaire de le voir puiser aux mêmes sources qu'elle, et ainsi indirectement la rejoindre.

Et ce qui nous permet de penser que ce mouvement de rapprochement a des racines assez profondes dans la conscience ou la subconscience actuelle anglaise c'est 1o qu'il a été publiquement patronné par l'épiscopat anglican, 2o qu'il a été favorablement accueilli à la Chambre des Lords, 3o qu'il n'a été repoussé aux Communes que par 25 voix de majorité (245 contre 220).

Gardons-nous, toutefois, du mirage des pronostics séduisants. Ce n'est pas demain, ni après-demain, que l'Angleterre va revenir à la foi catholique, qui pourtant fut celle de son fondateur Henri VIII. Le *désétablissement* (séparation) de l'Eglise anglicane ne sera pas chose facile ; le démon de l'erreur, poussé dans ses derniers retranchements, est bien habile à s'y cramponner, et longtemps encore il exploitera à son profit l'absurde préjugé haineux qui met automatiquement l'Anglais en méfiance profondément antipathique contre tout ce qui de près ou de loin sent le « papisme. » Longtemps encore, les plus puissants arguments, les plus aveuglantes évidences, viendront échouer devant le fatidique : *No popery*.

Sans doute. Mais c'est tout de même plus qu'une lueur d'espérance lointaine qui se dégage de cette histoire du *Prayer book*. C'est la certitude que l'Angleterre religieuse traverse actuellement une crise de transformation, de déformation tout au moins, qui n'est pas faite pour solidifier l'Eglise anglicane ébranlée dans ses fondements. Nous ne pensons pas que l'Eglise catholique doive être seule à en profiter.

Où iront les transfuges de l'anglicanisme ? Beaucoup sans doute se rallieront à quelqu'une des sectes religieuses indépendantes qui ne manquent point en Angleterre. D'autres suivront tout naturellement la pente de l'indifférence sceptique qui est déjà au fond de leur pensée. Mais l'on peut, sans crainte d'erreur, prévoir que beaucoup aussi, devenus libres, céderont à l'appel de la grâce et volontiers reviendront au bercail catholique.

L'aventure du *Prayer book*, n'est-il pas vrai, valait la peine d'être racontée et prise au sérieux chez nous, comme elle l'est chez nos voisins britanniques. Si l'affaire a des suites intéressantes, comme c'est fort probable, nous aurons soin d'en faire part à nos lecteurs [1].

III

M. Albert Bayet est pour nous, à l'*Ami*, une vieille connaissance. Il nous a fallu jadis lui administrer certaines vérités élémentaires, qui n'auront sans doute pas eu l'heur de lui plaire, puisqu'aujourd'hui encore il nous montre les dents, au lieu de la gratitude qu'appelait le bon service qu'alors nous voulions lui rendre, en essayant d'éclairer un peu la fuligineuse lanterne de sa théorie de l'*art moral* [1]. C'est dans l'*Œuvre* du 9 janvier 1928 qu'il nous fait, non pas, certes, l'honneur de nous prendre à partie, mais le chagrin de nous montrer que vains sont restés nos efforts pour l'amener à juger ses adversaires avec un peu plus d'honnêteté objective, et qu'il entend rester, envers et contre toutes les évidences, voire celle du bon sens, fidèle à l'esprit et à tous les devoirs, farouchement laïques, du grand pontificat officiel, anticlérical et militant, qu'il exerce dans l'Université.

Voici le morceau. Notez que c'est intitulé, en énormes caractères : L'Eglise et la magie.

— Il est mort ?
— Hélas !
— Vous l'aviez montré au médecin ?

Le père et la mère détournent le regard, et murmurent quelques mots vagues. Pressez-les. Ils finissent par avouer. Non, ils n'ont pas fait venir le médecin. Ils ont fait mieux. La maladie paraissait grave. Ils ont fait appeler le sorcier.

Le sorcier s'est penché sur le berceau, a marmotté quelques formules magiques, a fait les gestes rituels. Il a rassuré les parents. Et, le lendemain, l'enfant est mort.

Vous vous demandez, n'est-ce pas ? par quel miracle d'ignorance et de sottise il peut se trouver encore, au fond de certaines campagnes, des gens qui croient ainsi aux sorciers, à la magie ?

N'en soyez pas trop surpris : l'Eglise, notre mère, veille sur cette croyance et, de siècle en siècle, l'entretient avec soin.

Vous, pauvre laïque, vous haussez les épaules quand on vous parle de magiciens qui produisent des événements merveilleux. Vous alléguez la science positive, la constance des lois de la nature. Fadaises ! Au début même du vingtième siècle, la grande revue qui endoctrine tous les prêtres français, l'*Ami du Clergé*, a une fois de plus traité la question. Et, tandis que les petits manuels en usage dans les écoles laïques combattaient avec vigueur la croyance à la magie, l'*Ami du Clergé* a démontré qu'il fallait admettre cette croyance.

Pourquoi ? Parce qu'on ne peut la répudier sans répudier du même coup l'Ecriture Sainte, les Pères de l'Eglise, les papes, les conciles, les théologiens et l'expérience.

C'est de l'Eugène Sue, du Paul de Kock ?... Non ! C'est du Bayet, et du meilleur, ou du pire, comme

[1] Le bruit court avec persistance à Londres que l'archevêque de Canterbury aurait décidé d'abandonner son siège. Bien que la décision du primat de Grande Bretagne soit due, dit-on, à son grand âge — il vient d'avoir 80 ans, — on sait que l'archevêque de Canterbury a été profondément touché par le rejet, en décembre, du *Prayer book* revisé.

La controverse religieuse soulevée par la récente aventure du *Prayer book* est loin d'être close. Elle ne paraît pas avoir été apaisée par les explications qu'ont données les évêques après le rejet de leur rituel par la Chambre des Communes. Il est incontestable que les évêques ont été plus mortifiés qu'impressionnés par l'attitude de la Chambre. Cela est évident, si l'on en juge par le ton aigre et dédaigneux que quelques-uns d'entre eux ont adopté envers cette assemblée.

Il est à présumer que les discussions de la Chambre des Communes, quand on y examinera à nouveau le *Prayer book*, seront des plus animées. Ce qui, cependant, peut empêcher la Chambre de rejeter une seconde fois le livre de prières modifié, quelle ne trouvera pas plus acceptable qu'avant, c'est que, si elle le repoussait, la séparation des Eglises et de l'Etat serait presque inévitable ; et cela serait aussi mal vu des anglicans purs que des modernistes. (*Journal des Débats*, 30 janv. 1928).

[1] Voir *Ami* 1910, p. 7 ; 1914 ; p. 209 ; 1922, p. 763.

on voudra. Chez un monsieur si haut perché, voilà, pensez-vous, qui dénote une fâcheuse indigence de tenue littéraire. Erreur ! Loin d'en manquer, M. Bayet a plusieurs tenues de rechange à sa disposition. Si, par hasard, il devient académicien — tout arrive ! — soyez sûr que, dans son discours de réception, il n'aura pas la sottise de servir aucune tartine malpropre, dans le genre de celle-ci, à la distinguée Compagnie, qu'il sait peu disposée à prendre des vessies pour des lanternes. Ce jour-là, il aura de la tenue.

Mais, à l'*Œuvre*, pourquoi se gêner ? M. Bayet ne sait-il pas à l'avance l'incommensurable capacité digestive des lecteurs auxquels il s'adresse ? A quoi bon le souci de la vérité et de l'histoire dans l'alimentation intellectuelle du peuple, quand il suffit de s'approvisionner, avec toutes chances de succès, au premier magasin venu d'épicerie anticléricale ? De la part d'un plumitif besogneux en quête de copie, le procédé peut jusqu'à un certain point se comprendre, sinon s'excuser. Mais, tout de même, nous avons, nous, une trop haute idée de l'honorabilité officielle de M. Bayet pour ne pas nous étonner de la voir s'abaisser jusque-là. Après tout, c'est son affaire. Ce qui est la nôtre, c'est de relever, à toutes fins utiles, ce qu'il y a de faux et de tendancieux dans son article. Les clients de M. Bayet ne connaîtront point notre réponse. Peut-être nos lecteurs en rencontreront-ils, abonnés de l'*Œuvre* ou d'autres feuilles similaires, auxquels ils pourront avec profit la communiquer.

L'impression très nette, dominante, qui ressort du texte Bayet, c'est que l'Eglise entretient dans la masse populaire la croyance aux sorciers, et que si le peuple y a recours, c'est sur l'autorité de l'Eglise.

Or, nous mettons au défi tous les Bayet du monde :

1° de découvrir un seul *sorcier* qui s'autorise de l'Eglise dans ses opérations ;

2° parmi les pauvres égarés qui font appel aux sorciers, d'en découvrir un seul qui agisse ainsi sous l'inspiration de la foi catholique ;

3° de découvrir en France, ou ailleurs, un seul prêtre qui ait jamais, soit en chaire, soit dans ses conversations ou ses écrits, dit quoi que ce soit qui pût encourager le peuple à recourir aux sorciers.

Le cas que pose M. Bayet est imaginaire, évidemment, inventé de toutes pièces, pour la satisfaction de lâcher un outrage à la face de l'Eglise. Mais, supposons le réel. Si l'on avait demandé à ces parents du petit malade, qui leur avait suggéré l'idée de laisser de côté le médecin pour s'adresser à un sorcier ? Quelle réponse auraient-ils faite ? M. Bayet sait fort bien qu'ils n'auraient certes mis en cause ni le curé, ni aucun prêtre, ni l'Eglise. Alors, où va-t-il chercher la réponse qu'il fait, lui, en disant : c'est à l'Eglise qu'ils ont obéi, sur son autorité qu'ils ont fait confiance au sorcier plutôt qu'au médecin ; oui, à quelle source de fiction subjective va-t-il puiser cette réponse, parfaitement fausse... ? Mais serrons de plus près la question.

Nous ne parlons point de mauvaise foi. C'est là un gros mot, chez nous inusité, qui n'a pas de raison d'être dans une discussion de faits et d'idées, où seule la vérité objective est en cause. M. Bayet nous permettra, cependant, de lui dire que nous avons peine à nous expliquer la confusion de son langage, — que nous n'osons dire calculée, — peine à comprendre pourquoi il a si peu d'idées claires à servir à ses lecteurs en un sujet, en soi, il est vrai, assez complexe, qu'il confesse néanmoins avoir étudié à fond, non pas seulement dans l'*Ami du Clergé*, ce qui serait peu, mais dans la très savante et détaillée étude qu'a donnée le P. Gardette, sur la *Magie*, au *Dictionnaire de théologie catholique* (fasc. LXXVII).

Magie et *sorcellerie* ne sont pas du tout termes synonymes. Disons, pour faire bref, que la magie est l'art de provoquer des opérations prestigieuses, dépassant les forces de la nature, par l'intervention de la puissance démoniaque ; alors que la sorcellerie est l'ensemble des pratiques extraordinaires auxquelles se livrent, pour une fin soi-disant prestigieuse, certains hommes qui se prétendent investis d'une puissance magique. La magie est, dans sa définition théologique, un acte ; la sorcellerie, une profession, et, pour autant que les deux termes sont à l'origine apparentés, l'on peut dire que le second est, dans l'ordre pratique, une extension péjorative du premier.

Or, en théorie comme en histoire, autre chose est la production accidentelle, même parfois répétée, d'un prestige diabolique avec le concours humain, et autre chose, le pouvoir qu'un particulier s'attribue, d'avoir le diable à sa disposition, à son service, de lui commander à volonté telles œuvres, bonnes ou mauvaises, pour soi ou pour autrui. Autre chose donc est la croyance à la magie, et autre chose la croyance à la sorcellerie.

Pour plus de clarté encore, il convient de distinguer trois sortes très différentes de croyance à la magie : 1° la croyance à la magie *purement diabolique ;* 2° la croyance à la magie *diabolico-humaine,* simplement *accidentelle ;* 3° la croyance à la magie *diabolico-humaine* professionnelle et *permanente.* Au premier degré, c'est la seule intervention diabolique qui est en cause ; au second, c'est l'action éventuelle combinée du démon avec un concours humain particulier, concret ; au troisième, c'est la sorcellerie proprement dite. Or,

De 1° — l'Eglise a toujours cru, croit encore et croira toujours, non seulement à la supériorité de la puissance diabolique en soi, par rapport aux causes secondes, mais à son intervention isolée dans les affaires du monde, *a) possible,* c'est évident ; *b) certaine* en fait, quoique rare et tout accidentelle, comme le prouvent par exemple les trois épisodes de la tentation de Notre-Seigneur au désert (Math., IV, 5) ; à quoi l'on pourrait ajouter quantité de faits prestigieux, certainement pré-

ternaturels, d'origine diabolique, relevés de façon on ne peut plus critique et authentique dans maintes vies de saints, anciens et modernes, voire tout à fait contemporains, comme le saint Curé d'Ars. Ainsi entendue, la croyance à la magie, aussi bien en fait qu'en théorie, est un article de la doctrine catholique absolument incontestable.

De 2o. — Il n'en va déjà plus tout-à-fait de même, quand il s'agit de prestige diabolique opéré avec l'intervention d'un concours humain. La chose est possible *in abstracto,* c'est évident ; mais ici le passage de l'abstrait au concret met en jeu un élément nouveau, l'œuvre de l'homme, d'appréciation difficile, qui n'existe pas dans le premier cas. La puissance du démon, comme sa nature angélique, est supérieure à la nôtre : d'où une première difficulté, qui est de savoir quand, et dans quelle mesure, Dieu permet qu'une volonté angélique, même déchue, soit soumise, subordonnée tout au moins, à la nôtre. Et l'obscurité de cette coopération s'accroît encore du fait que l'on ne peut que malaisément déterminer le partage des causalités, humaine et diabolique, dans l'œuvre accomplie en commun. A quoi il faut enfin ajouter que, d'après l'enseignement de l'Eglise, issu de la Révélation, le démon a reçu le pouvoir de rôder autour de nous pour nous tenter *(circuit quærens quem devoret),* et que son plus souhaité triomphe sur l'intelligence humaine est de la troubler, de l'illusionner, de l'induire en erreur.

Aussi, tout en admettant parfaitement la croyance à des prestiges diaboliques éventuels opérés avec un concours humain, croyance d'ailleurs confirmée par des faits d'authenticité certaine, l'Eglise se montre-t-elle extrêmement méfiante et réservée quand elle se trouve en présence de phénomènes prestigieux où intervient la coopération humaine. Et l'on voit assez que la croyance à la magie et aux « mages » ainsi entendus, n'est pas du tout la croyance en bloc à la sorcellerie et aux sorciers dont il nous reste à parler.

De 3o. — Rien de confus comme l'histoire de la sorcellerie et des sorciers, autant dire l'histoire de ce genre particulier de superstition, connue et pratiquée de tout temps, en pleine civilisation moderne et catholique aussi bien que dans tous les milieux religieux des pays sauvages actuels, et de l'antiquité. Le P. Gardette, dans l'article cité du *Dict. de théologie,* la présente en raccourci avec un rare bonheur de clarté et de critique judicieuse. M. Bayet l'a lue et ne l'a pas comprise. Que voulez-vous ? *Oculos habent et non videbunt.* Pour ceux qui ne ferment pas délibérément les yeux à la lumière, voici la position exacte 1o de l'Eglise, 2o des gens d'Eglise par rapport à la sorcellerie et aux sorciers.

Etant admise, comme elle doit l'être en doctrine catholique, l'intervention possible du diable dans nos affaires, et aussi son intervention possible avec l'adjonction d'un concours humain, il est évident par là-même qu'on ne peut *a priori* nier ou démontrer impossible cette intervention dans un cas donné. L'Eglise donc, pas plus qu'aucun de ses plus profonds docteurs, ni qu'aucun de ses fidèles, ne révoque en doute la *possibilité* de toutes œuvres prestigieuses diabolico-humaines quelconques. Mais de la possibilité au fait, la distance, ici surtout, est grande. L'Eglise le sait, et s'est toujours montrée, au cours de son histoire, extrêmement hésitante à la franchir. Aussi bien, ses condamnations officielles de la sorcellerie, son âpre préoccupation de la poursuivre et de la supprimer, ont-elles eu pour motif, non seulement l'hypothèse du démonisme de fait qu'elle sait fort bien rarement réalisée, mais encore, et beaucoup plus, le souci de frapper le délit public de superstition impliqué dans les pratiques de sorcellerie, et d'en écarter à tout prix le peuple en le mettant à l'abri d'illusions dangereuses, également dommageables à sa foi et à sa raison. C'est ce qui s'appelle, en style Bayet, « veiller sur la croyance aux sorciers et l'entretenir avec soin !... »

Rien de plus élémentaire, n'est-ce pas, et de simplement honnête que de ne pas confondre médecine et médecins, science et hommes de science, littérature et gens de lettres, etc., etc., et de ne pas projeter sur la robe immaculée de l'art ou de la science les éclaboussures malpropres de l'artiste ou du praticien qui patauge dans la boue. Elémentaire ? Oui, pour tout le monde, pour toute institution quelconque, mais pas quand il s'agit de l'Eglise, que l'anticléricalisme ne trouve jamais avoir salie assez, n'importe comment. Des gens d'Eglise, Inquisiteurs, Evêques, etc., ont franchi, eux, parfois beaucoup trop vite la marge qui sépare la magie possible de la magie réelle dans un fait concret, la sorcellerie abstraite du sorcier vivant. L'Eglise officiellement n'y est pour rien, tout comme la médecine et sa docte Faculté n'est pour rien dans l'audace sotte ou maladroite de certains médecins. N'importe ! Gens d'Eglise et Eglise c'est tout un, et, puisqu'il s'est trouvé des gens d'Eglise pour voir un peu trop partout des magiciens-sorciers, c'est donc que « l'Eglise veille sur la croyance aux sorciers et l'entretient avec soin » dans la pensée populaire. Et voilà ce que gobent les lecteurs de l'*Œuvre,* comme du petit lait.

Faut-il enfin redire qu'il n'est pas honnête, critiquement parlant, de mettre sur le même pied *sorcellerie* et *sorciers,* d'en parler dans les mêmes termes, de les englober dans la même appréciation ? Sans se fatiguer beaucoup les méninges, M. Bayet pourrait, un peu de bonne volonté aidant, arriver à comprendre qu'on *peut* fort bien (et que chez nous l'on *doit)* croire à la sorcellerie, en thèse de possibilité, tout en restant fortement sceptique sur le compte des sorciers, en fait, et de leurs histoires plus ou moins abracadabrantes ; et nous voulons lui faire l'honneur de penser que, ce jour-là, il n'oserait tout de même plus raconter aux lecteurs de l'*Œuvre* que la masse de l'Eglise croit aux *sorciers.*

Hélas ! Vaine espérance ! M. Bayet oserait encore... et osera toujours jouer son rôle d'irréductible anticlérical, tant que persistera dans son cerveau l'apriorisme obsédant du cri de guerre laïque : A bas Dieu, son Eglise et ses prêtres !

Lui-même, du reste, prend soin de nous en avertir. Lisez plutôt ces quatre lignes finales de son article :

Souhaitons que l'école laïque lutte avec succès contre ces pieuses niaiseries et parvienne à chasser de l'esprit des hommes Satan, ses pompes et ses œuvres.

Voilà le bout de l'oreille... Mieux : l'oreille tout entière. Car on ne se gêne plus. S'il était encore des « naïfs » pour s'illusionner sur la valeur du symbole creux de la fameuse neutralité scolaire, M. Bayet se chargerait de les déniaiser. Ni Dieu ni diable à l'école ! et il ne suffit pas de s'en taire, il faut « lutter avec succès » pour les mettre à la porte.

Delenda Ecclesia !... Voilà la formule magique toute puissante, le principe de suprême raison d'Etat et de bien public qui suffit à tout, qui explique tout, justifie tout. M. Bayet aurait tort de prendre cela pour une injure. Ce n'est pas un éloge non plus, assurément. C'est simplement une constatation de mentalité sectaire obstinément figée et cristallisée dans une idée fixe : A bas la calotte !... Ce n'est pas très distingué comme œuvre d'intelligence ; mais c'est tout de même assez habile et profitable, quand le mot d'ordre part de haut, avec certitude de fidèles échos dans la masse déchristianisée qu'on a soigneusement à l'avance préparée à l'entendre avec plaisir.

IV

Tout le monde sait, au moins en gros, ce que c'est que le *transformisme*. Le mot porte déjà en lui-même sa définition. Au lieu d'admettre la création directe d'espèces vivantes séparées, pour ainsi dire « étanches, » Lamarck (1774-1829), l'auteur, non pas certes de l'idée, qui est très vieille, mais de la doctrine systématisée, prétendait que les espèces avaient, au cours des âges géologiques, procédé les uns des autres par voie de transformation lente, qui les avait fait peu à peu progresser à travers les différents degrés de l'échelle de perfection relative où nous les classons aujourd'hui.

L'hypothèse de Lamarck, mal accueillie de ses contemporains, et vite presque tombée dans l'oubli, fut reprise en 1828 par le célèbre naturaliste Geoffroy Saint-Hilaire et lancée, cette fois avec succès, dans le monde savant où elle n'a plus cessé désormais d'occuper une place de tout premier plan, grâce à l'appoint qu'est venue lui apporter l'hypothèse complémentaire de l'*évolution*, dont Darwin a été le théoricien scientifique et Herbert Spencer le philosophe vulgarisateur.

Nul n'ignore, parmi nous, quel degré d'âpreté a atteint la controverse évolutionniste et comment le « scientisme » du XIXe siècle en a fait une formidable machine de guerre contre la foi catholique et l'Eglise. Il était tout indiqué, en effet, de comprendre l'espèce humaine elle-même dans le cycle de l'universelle évolution et d'en rattacher l'apparition sur la terre, non à l'acte créateur biblique, mais à la descendance normale d'une espèce simiesque perfectionnée, immédiatement voisine du type humain.

Bien que personnellement Darwin n'ait pas tout d'abord poussé si loin l'application de son hypothèse, plutôt, à proprement parler, évolutionniste que transformiste, on est convenu d'appeler *darwinisme*, dans le langage courant, la théorie générale qui aboutit, en dernière et suprême conclusion, à l'origine animale de l'homme.

On a demandé à la paléontologie la vérification, pour ainsi dire expérimentale, des vues darwinistes. Il était à supposer que les vestiges fossiles d'êtres vivants enfouis depuis de longs siècles dans les entrailles de la terre permettraient de reconstituer les anneaux aujourd'hui manquants à la série des enchaînements harmoniques des espèces végétales et animales.

Et, en effet, les paléontologistes, ces antiquaires de la géologie, ont fait quelques trouvailles qui paraissent avoir comblé à souhait certaines lacunes des modernes classifications zoologiques. Il s'en faut, cependant, qu'on ait retrouvé tous les chaînons encore absents, tous les « *types de transition* » postulés par la théorie, et d'ailleurs l'accord est loin de s'être fait entre savants sur la manière d'interpréter la valeur de *traits-d'union* des reliques fossiles exhumées jusqu'ici.

Mais, il est un « chaînon » paléontologique que les fervents de l'évolution transformiste s'entêtent à chercher partout avec un acharnement digne d'un meilleur sort, et qui toujours se dérobe à leur chasse : c'est l'*anthropopithèque*, c'est-à-dire l'anneau intermédiaire entre l'homme et le singe actuel, encore trop distants l'un de l'autre, malgré de nombreux points de similitude, pour qu'on puisse raisonnablement les joindre par le lien d'une descendance directe. Où en est aujourd'hui la recherche du fameux intermédiaire rêvé depuis trois quarts de siècle ? ou, en termes équivalents : Où en est le darwinisme ? C'est toute la question à laquelle nous voudrions donner sommairement un mot de réponse.

Rien de nouveau depuis Virchow qui, en 1892, concluait « qu'il n'existe pas de pro-anthropos, qu'il n'existe pas d'homme-singe [1]. » La théorie générale de l'évolution semble avoir fait son temps. Le prestige de Darwin ne réussira pas plus à sauver en biologie la *sélection naturelle*, que celui de Brunetière *l'évolution des genres* en littérature. Nous n'avons pas compétence pour entrer dans la discussion. Aussi voulons-nous nous borner à la simple constatation de l'attitude du monde savant aujourd'hui, sinon entièrement désabusé, infiniment plus sceptique et réservé à l'endroit de la théorie fameuse. Il nous suffirait

[1] Cité dans *Revue scientifique* du 5 nov. 1892.

d'ailleurs, pour la dire à peu près périmée, de nous appuyer sur l'autorité des deux savants paléontologistes français, M. Depéret de Lyon et M. Vialleton de Montpellier.

Ce n'est pas à dire que le darwinisme soit entièrement dépourvu de clientèle. Le nombre de ses partisans a diminué ; mais il lui en reste, et de notoires, chez nous et ailleurs. On peut même penser qu'il en aura toujours, tout le temps au moins qu'il se trouvera dans le monde savant des esprits plus accessibles aux charmes spéculatifs des théories, que préoccupés d'en demander la vérification aux leçons objectives de l'observation ou de l'expérience.

C'est ainsi que, tout récemment encore, en Angleterre, sir Arthur Keith proclamait devant l'assemblée savante du *British Museum* que « Darwin avait raison, et que sa position était imprenable. » Cette déclaration, accompagnée des commentaires que l'on devine, ayant produit une certaine impression dans les milieux scientifiques et religieux d'Outre-Manche, M. O'Mahony, correspondant parisien du journal *Irish independent*, a prié un de nos savants français, connu et coté à l'étranger, M. le chanoine Moreux, Directeur de l'Observatoire de Bourges, de lui dire où en était présentement, d'après lui, la question du darwinisme. Voici la réponse de M. Moreux, publiée dans l'*Irish independent* du 8 sept. 1927.

Je mets au défi tous les évolutionnistes du monde de me donner une preuve, ou même un semblant de preuve, que le corps de l'homme dérive de celui d'un singe, même miocène.

Sir Arthur Keith se trompe étrangement lorsqu'il prétend que la Bible nous enseigne que Dieu a créé de toutes pièces et directement le corps de l'homme. Aucun dogme à ce sujet. Ce qu'il faut croire, c'est que Dieu a donné à un corps une âme faite à son image. La question de l'évolution physiologique et corporelle est une question qui relève du domaine de la science.

Celle-ci nous apprend-elle quelque chose à ce sujet ? Oui.

Darwin pensait que l'homme descendait d'un singe, au moins corporellement. Il réservait la question de l'âme. Mais actuellement il est démontré qu'aucune famille de singes n'a pu donner naissance à l'homme.

Le genre *Homo*, comme tous les embranchements, reste « homo » aussi loin que nous remontions. C'est l'avis motivé de Ch. Depéret, qui a contribué à démontrer que, s'il y a évolution, celle-ci s'opère seulement parmi les genres. Ces genres forment autant d'embranchements, et tous les tableaux généalogiques qu'on a dressés à ce sujet sont artificiels. C'est l'avis du plus grand anatomiste du monde, M. Vialleton de Montpellier : à l'heure actuelle il ne saurait être question, sans méconnaître toutes les données de la science, de chercher un intermédiaire entre un singe du miocène, par exemple, et un homme.

L'anthropopitèque de Dubois était probablement un grand singe et n'avait rien de l'homme.

Des fossiles qui nous restent (très peu) les uns semblent appartenir à des races dégradées (l'homme de Mauer) ; les autres ressemblent aux races actuelles (l'homme de la Denise, récemment étudié par Depéret) ; ces derniers sont contemporains de l'homme de Mauer.

Les rameaux des grands embranchements ne convergent jamais, aussi loin qu'on remonte dans le passé. C'est la faillite du darwinisme, et nous savons si, pour la fusion de ces embranchements, la doctrine de l'évolution est exacte !

On peut donc être évolutionniste par sentiment, mais non scientifiquement, et c'est fausser sérieusement l'esprit du public que de dire que la doctrine de l'évolution est prouvée.

Il y aurait exagération à prétendre que la théorie darwinienne a fait son temps, et qu'on peut désormais la tenir pour périmée. Elle garde encore, on vient de le voir, de chauds partisans. Mais, ce qu'on en peut dire avec certitude, c'est que, loin de progresser, elle perd chaque jour du terrain dans l'opinion du monde savant et que, si elle reste toujours une conception idéale séduisante, aucune découverte paléontologique, en ce qui concerne la descendance de l'homme, n'est venue la confirmer, malgré les recherches passionnément poursuivies sur ce point-là, depuis bientôt cent ans, par nombre de « scientistes » en quête d'objections impressionnantes contre la Bible et l'Eglise.

V

Des économistes sans foi se sont demandé ce qu'il adviendrait du monde humain, le jour où l'accroissement de la population dépasserait les ressources que la terre peut lui offrir pour sa matérielle subsistance, et nombre d'entre eux, effrayés de cette disproportion imaginaire, fruit d'un calcul d'où était absent un élément essentiel du problème, la Providence, concluaient à la nécessité des restrictions volontaires de la natalité, pour éviter, pensaient-ils, la finale destruction partielle de l'humanité par la famine.

C'est toute la théorie et la pratique du malthusianisme. Ici nous racontons et ne discutons pas. Rappelons seulement, d'un mot, que maintes fois nos philosophes et théologiens catholiques ont péremptoirement réfuté cette déplorable doctrine, également condamnée par la raison naturelle et par les enseignements de la foi.

Ne sommes-nous point à la veille de voir le problème se retourner et s'énoncer dans le sens inverse de l'hypothèse tout juste opposée ? La race humaine va-t-elle disparaître par suicide de *dénatalité* volontaire ? Des statisticiens prétendent que la population totale du globe est en voie de décroissance. En principe, il faut se méfier des statistiques, qui généralement n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont établies sur des données absolument sûres, et, de plus, critiquement interprétées. Qui peut avec certitude dire le nombre actuel exact des habitants de notre planète, et surtout le comparer avec le nombre exact de ses habitants du temps passé ?

Quoi qu'il en soit de cette estimation d'ensemble, qu'on peut tenir pour douteuse, c'est un fait certain, et terriblement suggestif, que la natalité tend à diminuer dans presque tous les pays d'Europe. Pour la France, rien malheureusement de plus évident, et c'est devenu un lieu commun de

la considérer comme le plus inquiétant foyer du malthusianisme du monde entier.

Méritons-nous vraiment ce prix d'excellence ? Ce serait à voir. Mais là n'est pas le sujet que nous voulons proposer aujourd'hui à l'attention du lecteur. C'est de l'Allemagne qu'il s'agit, de l'Allemagne qu'on nous avait dit jusqu'ici être en voie de natalité progressive, si bien que le chiffre de sa population croissante devait dans vingt ans constituer un contraste effrayant avec la diminution fatale de la nôtre.

Or, voici que le problème de la dépopulation commence à préoccuper sérieusement l'opinion allemande : médecins, sociologues, statisticiens, lui consacrent dans la presse de nombreux articles d'où se dégagent des cris d'alarme qui font un écho inattendu à ceux de chez nous. Non seulement la natalité baisse chez nos voisins d'Outre-Rhin, mais son fléchissement depuis la guerre dépasse celui de tous les autres pays d'Europe. Le chiffre des naissances qui s'était maintenu aux environs de 35 pour 1000 habitants entre 1890 et 1900, tombe à 33 en 1905, à 29,8 en 1910, à 26,8 en 1914, à 25,7 en 1920, à 20,5 en 1925, enfin à 19,5 en 1926.

Tandis que, dans l'ensemble de l'Allemagne, la natalité est aujourd'hui à peu près égale à celle de la France (19,15 pour 1000), celle des grandes villes est déjà beaucoup plus basse. Il y a en Allemagne 46 villes de plus de 100.000 âmes, qui n'ont en moyenne que 14 naissances pour 1000 habitants. Strasbourg n'en a que 13, et Berlin, avec seulement 10 pour 1000, est, de toutes les grandes villes du monde entier, celle où la natalité est la plus faible.

En Allemagne, dès avant la guerre, les familles nombreuses devenaient de plus en plus rares dans les hautes classes. C'est un fait bien connu que la noblesse est en train de disparaître. Sur 20.000 familles nobles que l'on comptait au moyen-âge, il n'en subsiste plus que 800. Les 40.000 officiers de l'armée allemande avaient en 1914 une moyenne de trois enfants. A la même date, sur les 22.000 fonctionnaires de l'Etat prussien 7 % avaient moins de trois enfants ; les 82.000 instituteurs prussiens n'avaient que 159.000 enfants, soit une moyenne de moins de deux par tête. Ces chiffres, relativement peu élevés, ont considérablement baissé depuis la guerre. D'après un recensement pratiqué chez les fonctionnaires du Reich, le nombre des enfants en 1926 était (par tête) de 1,02 chez les hauts fonctionnaires, 1,15 chez les fonctionnaires moyens, 1,2 chez les petits fonctionnaires, soit pour l'ensemble une moyenne de 1,17.

Dans la ville de Brême, un recensement fait par quartiers en 1925 donne un nombre d'enfants de 14,7 pour 1000 habitants dans les quartiers riches, de 14,2 dans ceux de bourgeoisie moyenne, de 19,15 dans les quartiers ouvriers.

A Gera, les ouvriers de l'industrie textile avaient en 1926 une moyenne de 2, 3 enfants par famille ; à Dresde, ceux de l'industrie du bois, 2, 1 ; ceux de l'industrie métallurgique, 2.

Ces derniers chiffres paraissent les plus inquiétants. De tout temps, les classes riches ou aisées eurent moins d'enfants que les classes populaires. Mais on voit qu'en Allemagne ces dernières commencent à pratiquer la restriction des naissances sur une grande échelle. Et l'on se prend à craindre que la population de l'Allemagne ne se mette prochainement à décroître.

Déjà des hommes soucieux de maintenir la force vitale de la nation proposent différents remèdes : l'un d'entre eux consisterait à créer une assurance obligatoire pour toutes les personnes au-dessus de 21 ans. Les célibataires, les ménages ayant peu ou point d'enfants, paieraient des primes plus élevées dont profiteraient les familles nombreuses.

Ce remède, joint même à tous autres du même ordre financier, sera-t-il en Allemagne plus efficace qu'en France et ailleurs ? Il en faut douter. C'est un palliatif, et rien de plus, qui peut donner quelques bons résultats superficiels et isolés, mais qui est frappé à priori d'insuffisance, parce qu'il n'atteint pas le mal dans sa racine. Cette racine, c'est en définitive la libre volonté humaine. Si les enfants se raréfient parce que les parents n'en veulent pas — et qui en doute ? — la raréfaction ne peut cesser qu'avec le changement de la volonté génératrice en sens contraire. Là est le nœud du problème, là, et *pas ailleurs*, le principe de sa résolution logique radicale.

Or, c'est un fait de constatation expérimentale évidente, que le fléchissement de la natalité est l'inévitable rançon du progrès dans le confort matériel de la vie, quand la course, pourquoi ne dirions-nous pas la ruée au bien-être sensible sous toutes ses formes, n'est pas dirigée, tempérée par le frein de la morale, et non pas d'une morale quelconque, mais d'une morale assez forte pour imposer sa loi souveraine aux appétits de jouissance aveuglés, déréglés, que tout homme apporte en lui au jour de sa naissance avec les tares du péché originel.

Il se peut qu'un mobile, autre que celui de l'obligation morale de conscience, détermine la volonté matrimoniale des parents dans le sens conforme à la nature. Mais ce mobile, néanmoins, quel qu'il soit, dès là qu'il n'est pas de portée absolue et universelle, ne sera jamais qu'accidentellement efficace, à titre purement exceptionnel. C'est ainsi, par exemple, que l'appât du gain, d'une prime, laissera indifférents les riches et tous ceux qui trouveront difficiles à réaliser les conditions fixées pour obtenir la récompense, ou qui l'estimeront disproportionnée avec le sacrifice imposé.

Mais, s'il est des considérations d'ordre temporel et utilitaire susceptibles d'exciter certaines volontés hésitantes à user légitimement du mariage, ainsi que l'exigent la nature et la foi catholique, il n'en est pas, sauf l'obligation morale, qui puisse déterminer la volonté à s'en interdire l'abus ona-

nistique. Seule, la conscience de la faute à commettre, avec la perspective des sanctions qui l'attendent au jugement, Dieu peut à priori dicter à l'homme en pareil cas l'impératif catégorique de son devoir à remplir, et l'on sait que, seule, la religion catholique possède cette sanction, absolument efficace, dans le *refus d'absolution* sacramentelle, qui frappe impitoyablement les pratiques matrimoniales contraires à la loi, naturelle et divine, de la procréation des enfants.

Inutile de tergiverser, d'équivoquer, c'est de la pure logique d'idées et de faits : la morale est l'unique sauvegarde efficace de la natalité dans un peuple ; et, tant vaut la morale, tant vaut la sauvegarde. Toute morale acceptée comme autorité et règle supérieure de conduite peut garantir les fins naturelles du mariage. Mais il y a différentes sortes de morales, plus ou moins assurées de leur influence pratique sur la vie humaine, suivant la solidité variable du principe sur lequel elles s'appuient. Si ce principe vient à être démontré faux, la morale s'effondre avec lui. Et c'est le sort réservé à toute morale autre que la morale catholique, qui, elle, plonge ses racines dans l'immuable absolu de Dieu Créateur et Rédempteur manifestant aux hommes sa volonté par la loi de nature et les préceptes de la Révélation.

Il n'est donc pas nécessaire d'être prophète inspiré d'en-haut pour prévoir la décroissance de la natalité dans le monde, à mesure que l'homme, en progrès de fausse civilisation, s'affranchira de tout idéal moral obligatoire dans sa conduite, à mesure surtout que s'affaiblira, si la grâce de Dieu n'y met bon ordre, la foi catholique, seule règle souveraine, parce que divine, de la vie humaine normale ici-bas.

Ceci en hypothèse abstraite de logique purement humaine ; car nous ne savons rien des desseins de la Providence, rien de l'avenir qu'elle nous prépare, rien de ses interventions extraordinaires toujours possibles, occultes ou publiques, dans le gouvernement des individus et des peuples. Le protestantisme ne sauve pas la sainteté du mariage en Allemagne, ni semble-t-il aux Etats-Unis, pas plus que la pratique « minimisée » de certains rites externes, à laquelle hélas ! se réduit la religion catholique chez un trop grand nombre de nos concitoyens !

Plutôt que de s'abandonner aux hypothèses pessimistes, mieux vaut espérer que la conversion ou le retour des sociétés à la foi et à la morale chrétienne intégrale, amènera la restauration de la fonction matrimoniale dans sa dignité sacramentelle et la caractéristique divine de sa naturelle fécondité. Qui sait même si l'échec de toutes les philosophies, de toutes les théories d'économie politique, devant le problème angoissant de la dépopulation, n'obligera pas les penseurs que n'aveugle point la passion du parti pris à reconnaître qu'en dehors de l'Eglise catholique il n'y a, nulle part, ni principe absolument efficace de perfection normale pour la vie humaine, ni sauvegarde absolue du bon ordre public dans les sociétés !

VI

Le P. Hugon, O. P., donne dans la *Revue Dominicaine* une étude sur la procédure employée par l'Eglise dans la proclamation de ses *Docteurs*. Ayant été lui-même intéressé à la glorification récente de S. Ephrem, de S. Pierre Canisius, de S. Jean de la Croix, il était, plus que personne, qualifié pour nous apprendre « comment on fait un Docteur de l'Eglise. »

Benoît XIV, dans son immortel ouvrage sur « la béatification et la canonisation des saints, » expose avec beaucoup de netteté les trois conditions indispensables pour qu'un écrivain ecclésiastique soit constitué *Docteur* de l'Eglise universelle. Il lui faut : 1°) une *doctrine éminente*, c'est-à-dire un ensemble d'ouvrages, non seulement exempts d'erreurs, mais d'une portée supérieure, et qui font resplendir les vérités du surnaturel ; 2°) la *sainteté de la vie*, de telle sorte que, ni la gloire, ni le génie, ni la vertu ordinaire, ne suffiront jamais à conférer ce titre, mais qu'il faudra cette vertu héroïque transcendante que Dieu glorifie par des miracles et que l'Eglise reconnaît ici-bas par la canonisation ; 3°) enfin, la *déclaration authentique* du Souverain Pontife ou d'un concile œcuménique, car il est manifeste que le magistère suprême est seul compétent pour proposer au monde les vrais maîtres du salut.

Jusqu'au XVIe siècle un tel honneur ne fut décerné qu'à S. Thomas et à S. Bonaventure, en dehors des Pères grecs et des Pères latins, qu'il était convenu d'appeler Docteurs de l'Eglise. On honorait ainsi, pour l'Occident, S. Ambroise, S. Jérôme, S. Augustin, S. Grégoire le Grand, et pour l'Orient, S. Basile, S. Grégoire de Nazianze et S. Chrysostome. S. Athanase ne fut que tardivement célébré comme Docteur.

Ce titre a été donné à S. Thomas par S. Pie V (1568), et à S. Bonaventure par Sixte V (1588).

A partir du XVIIIe siècle, et à notre époque, il est devenu plus commun. Il fut conféré par Clément XI à S. Anselme (1720) ; par Benoît XIII à S. Pierre Chrysologue (1729) ; par Benoît XIV à S. Léon le Grand (1754) ; par Léon XII à S. Pierre Damien (1828) ; par Pie VIII à S. Bernard (1830) ; par Pie IX à S. Hilaire de Poitiers (1851), à S. Alphonse de Liguori (1871), à S. François de Sales (1877) ; par Léon XIII à S. Cyrille de Jérusalem, à S. Cyrille d'Alexandrie et à S. Jean Damascène (1893), à Saint Bède, dit le Vénérable (1899) ; par Benoît XV à S. Ephrem de Syrie (1920) ; par Pie XI à S. Pierre Canisius (1925) et à S. Jean de la Croix (1926).

Le Souverain Pontife — après avoir reçu les pétitions des membres de la hiérarchie, des chefs d'Ordres religieux et des Universités catholiques — désigne lui-même les théologiens qui doivent faire une étude approfondie des écrits du Saint, et déclarer si les conditions indiquées par Be-